Le 30 Janvier 2005

**PROCES-VERBAL DE LA
SEANCE DU 27 JANVIER 2005**

L'AN DEUX MILLE CINQ , le 27 Janvier à 19 H, le Conseil Municipal d'Aubervilliers, convoqué le 7 Décembre 2004, s'est réuni en Mairie, sous la présidence de Monsieur Pascal BEAUDET, Maire d'Aubervilliers.

Etaient présents :

Adjoints au Maire : MM. DEL MONTE, SALVATOR, MONINO, Mme DUPUIS, MM. MAREST, FRANCOIS, VINCENT, Mmes GRARE, YONNET, MM. PLEE, ORANTIN, HEDJEM, M. KARMAN, Mme LATOUR,

Conseillers Municipaux : Mmes. CARON, SAULNIER, M. MONZAUGE, Mme BALU, MM. ROS, GARNIER, Mmes PEJOUX, SANDT, BUISSON, M. ROZENBERG, Mmes NARRITSENS, DELALAIN, MM. AUGY, DIB, RUER, Mmes GONZALEZ-FRETUN, GIULIANOTTI, RATZEL,

Procurations :

Excusés :

Mme CABADA-SALAZAR
Mme DERKAOUI
Mlle MATHIS
M. RALITE
M. LECLUZE

Représentés par :

M. SALVATOR
M. PLEE
M. MONINO
Mme GRARE
M. ROZENBERG

Excusés :

Mme BACHELET
Mme KARMAN
M. AMOR
M. RICARD

Représentés par :

Mme DELALAIN
M. KARMAN
Mme GONZALEZ-FRETUN
Mme YONNET

Absents : M. HAFIDI, Mmes MOUALED , AHMED, MM. REGAZZI, BERTRAND, PETROVIC , CAMPANA

Secrétaire de séance : Mme NARRITSENS Lola

Question n° 1

Lecture et approbation du procès-verbal de la séance du 15 Décembre 2004.

Approuve le procès-verbal du 15 Décembre 2004.

A la majorité des membres du Conseil, les membres du groupe « Union pour un nouvel Aubervilliers » ayant voté contre.

Question n° 2

Désignation d'un référent municipal sécurité routière auprès du Préfet de la Seine Saint-Denis.

Désigne Monsieur Jean-François MONINO, maire adjoint, comme référent municipal de la sécurité routière.

A la majorité des membres du Conseil, les membres du groupe « Union pour un nouvel Aubervilliers » s'étant abstenus.

Question n° 3

Versement d'une subvention aux sinistrés du Sud-Est Asiatique.

Dans le cadre de la solidarité avec les sinistrés du Sud-Est Asiatique, la Commune d'Aubervilliers, alloue une subvention aux associations suivantes :

- Croix Rouge Française : 4 000 euros
 - Secours Populaire : 4 000 euros
 - Secours Catholique : 4 000 euros
-

Question n° 4

Commission d'appel d'offres : Election des membres de la commission.

Désigne les conseillers municipaux suivants pour constituer la Commission d'Appel d'Offres :

Titulaires :

- Carmen CABADA-SALAZAR
- Christine RATZEL
- Jeannine MOUALED
- Thierry AUGY
- Maria GONZALEZ-FRETUN

Suppléants :

- Brahim HEDJEM
 - Sophie MATHIS
 - Carmen CARON
 - Guy REGAZZI
 - Marc RUER
-

Question n° 5

Guide des procédures internes dans le cadre de la réforme du Code des Marchés Publics – Modifications des articles 1 et 2.

Approuve la modification des articles 1 et 2 désormais rédigés dans les termes suivants :

« Article 1 : Les achats de travaux, services et fournitures à 4 000 €H.T. peuvent être passés sans autre formalité particulière que le souci de l'efficacité de la commande publique et de la bonne utilisation des deniers publics ».

« Article 2 : Les achats de travaux, services et fournitures, égaux ou supérieurs à 4 000 €H.T. et inférieurs à 15 000 €H.T. doivent au minimum faire l'objet d'une consultation écrite sommaire (demande de devis envoyée avec accusé de réception) auprès d'au moins cinq candidats, susceptibles d'exécuter la prestation concernée. »

Question n° 6

Création d'une école maternelle de 4 classes dans le quartier Maladrerie Emile Dubois : Approbation du bilan global prévisionnel, du projet de marché et du programme, autorisation de signer et déposer une demande de permis de construire. Demande de subvention pour l'ensemble des installations scolaires (maternelles et élémentaires).

Approuve le programme, le bilan global prévisionnel et le projet de marché de l'opération citée en objet.

Autorise le Maire à signer et déposer les demandes de permis de construire.

Question n° 6 bis

Demande de subvention pour l'ensemble des constructions scolaires maternelles et primaires pour les années 2005 à 2008.

Sollicite de l'Etat une participation à hauteur de 50 % du montant prévisionnel des travaux, soit au titre du dispositif ANRU, soit à celui continué de la politique de la ville sur les crédits encore disponibles, soit au titre de toute autre procédure de financement.

Demande à Monsieur le Préfet une étude du dossier de la commune par la conférence administrative dans les meilleurs délais.

Question n° 7

Approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes de l'électricité du SIPPEREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de Communication).

QUESTION REPORTEE

Question n° 8

Attribution d'une subvention à l'Association Sportive de la Jeunesse d'Aubervilliers.

Une subvention de 4.200,00 euros est attribuée à l'Association Sportive de la Jeunesse d'Aubervilliers en compensation des dépenses de personnel d'un emploi aidé non prises en charge pour l'année 2005.

A la majorité des membres du Conseil, les membres du groupe « Union pour un Nouvel Aubervilliers » s'étant abstenus.

Question n° 9

Rapport de la mission d'information et d'évaluation sur le devenir du site du Fort d'Aubervilliers.

Prend acte du rapport de la mission d'information et d'évaluation sur le devenir du site d'Aubervilliers.

Question n° 10

Bilan des acquisitions et cessions réalisées en 2004 par la Commune d'Aubervilliers.

Donne acte à M. le Maire de la présentation du bilan des acquisitions et cessions réalisées en 2004 par la Commune d'Aubervilliers.

A la majorité des membres du Conseil, les membres du groupe « Union pour un nouvel Aubervilliers » et Monsieur DIB s'étant abstenus.

Question n° 11

Avance temporaire de trésorerie à la SODEDAT 93 dans le cadre de la convention publique d'aménagement « Emile Dubois».

Approuve le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie joint à l'ordre du jour

Approuve, en application de l'article L.1523-2,4° du Code général des collectivités territoriales, le versement à la SODEDAT 93 d'une avance de trésorerie de cinq cent mille (500 000).euros dans les conditions précisées dans le projet de convention d'avance de trésorerie à l'opération d'aménagement.

Autorise l'inscription budgétaire de cette avance au compte 274 pour un montant de 500 000 euros en dépenses sur le budget de l'année 2005

Autorise Monsieur le maire à signer la convention d'avance de trésorerie avec la SODEDAT 93

A la majorité des membres du Conseil, Monsieur Jean-Jacques KARMAN n'ayant pas participé au vote et les membres du groupe « Union pour un Nouvel Aubervilliers » et Monsieur DIB s'étant abstenus.

Question n° 12

20, rue du Port. Cession des lots N°7-9 et 12 au profit de Monsieur DOUIDI.

Décide de céder à Monsieur DOUIDI les lots n° 7 – 9 et 12 situés 20, rue du Port, cadastrés H n° 171.

Le prix de cession est fixé à 42 000 €, libre de toute occupation.

Autorise Monsieur le Maire à signer l'acte notarié relatif à cette transaction.

A la majorité des membres du Conseil, les membres du groupe « Union pour un nouvel Aubervilliers » et Monsieur DIB s'étant abstenus.

Question n° 13

Projet de déclassement du domaine public d'une partie du trottoir situé à l'angle de la rue Molière et du passage Meyniel à Aubervilliers.

Décide de lancer la procédure d'enquête publique pour le déclassement du domaine privé de la partie du trottoir située à l'angle de la rue Molière et de l'Impasse Meyniel de 50 m².

Autorise Monsieur le Maire à procéder à la désignation d'un commissaire enquêteur chargé de cette enquête publique.

A la majorité des membres du Conseil, Monsieur DIB s'étant abstenu.

Question n° 14

Personnel Communal : Centre Municipal de Santé : approbation d'un contrat passé à compter du 1er Février 2005 avec Monsieur KARAGULIAN Philippe, engagé en qualité de Médecin spécialisé en Phlébologie au Centre Municipal de Santé.

Autorise le Maire à recruter dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 3, de la loi du 26 Janvier 1984 précitée, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Février 2005, un agent non titulaire pour exercer les fonctions de : Médecin spécialisé en Phlébologie.

Dit que la rémunération de cet agent non titulaire sera calculé sur la base suivante : 73,63€les 2 heures.

Autorise en conséquence le Maire à signer le contrat de recrutement.

Question n° 15

Personnel Communal : Centre Municipal de Santé : approbation d'un contrat passé à compter du 1er Février 2005 avec Mademoiselle PAILLER Marie-Christine, engagée en qualité de Médecin spécialiste en dépistage et tumeur au Centre Municipal de Santé.

Autorise le Maire à recruter dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 3, de la loi du 26 Janvier 1984 précitée, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Février 2005, un agent non titulaire pour exercer les fonctions de : Médecin spécialisé en dépistage et tumeur.

Dit que la rémunération de cet agent non titulaire sera calculé sur la base suivante : 73,63€les 2 heures.

Autorise en conséquence le Maire à signer le contrat de recrutement.

Question n° 16

Personnel Communal : Centre Municipal de Santé : approbation d'un contrat passé à compter du 1er Février 2005 avec Madame POUILLAS née AGRON Françoise, engagée en qualité de Médecin spécialisé en Ophtalmologie au Centre Municipal de Santé.

Autorise le Maire à recruter dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 3, de la loi du 26 Janvier 1984 précitée, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} Février 2005, un agent non titulaire pour exercer les fonctions de : Médecin spécialisé en Ophtalmologie.

Dit que la rémunération de cet agent non titulaire sera calculée sur la base suivante : 73,63€ les 2 heures.

Autorise en conséquence le Maire à signer le contrat de recrutement.

Question n° 17

Avenant à la convention fixant les relations de coopération entre l'association Aubervacances-Loisirs et la ville.

Approuve les termes de l'avenant passé avec l'Association Aubervacances Loisirs et autorise le Maire à le signer.

Question n° 18

Personnel Communal : avantages sociaux accordés au personnel communal au titre de l'année 2005.

Est accordé à compter du 1^{er} Janvier 2005 au personnel de la Commune le bénéfice des dispositions suivantes par référence à la Circulaire Fonction Publique FP/4 n° 2084 du 27 Décembre 2004, Ministère du Budget.

1) Allocation pour garde d'enfants de moins de trois ans :

2,64€(au 1^{er} Janvier 2005)

Ouverture des droits à tous les agents hommes ou femmes - titulaires ou non titulaires

- employant une assistante maternelle agréée

- les usagers d'une structure d'accueil agréée :

- . crèches collectives
- . crèches familiales
- . mini crèches
- . crèches parentales
- . jardins d'enfants
- . haltes garderie

Conditions de versement :

- les deux parents doivent travailler
- le conjoint ne doit pas bénéficier d'avantage équivalent
- la prestation est versée sous réserve que les revenus de la famille soient inférieurs à un barème fixé par la circulaire FP/4 n°2025 et 2B n°2257 du 19/07/2002 ;

1) Allocation pour la mère de famille accompagnée de son ou ses enfants de moins de cinq ans dans les établissements de repos ou de convalescence agréés par la Sécurité Sociale : 19,57 €

2) Séjours d'enfants en centres de vacances y compris séjours linguistiques :

Plafonnement indiciaire : indice Brut 579, Majoré 488 avec maximum de 45 jours par an.

Enfant de moins de 13 ans : 6,28 €

Enfants de 13 à 18 ans : 9,52 €

3) Allocation aux parents d'enfants en situation de handicap de moins de 20 ans (montant mensuel) : 137,02 €

4) Allocation pour les enfants infirmes poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans (montant mensuel) : 108,41 €

5) Séjours en centres de vacances spécialisés pour personnes en situation de handicap (par jour) : 17,93 €

Question n° 19

Avenant n°8 à la convention passée entre la ville de Saint-Ouen et la ville d'Aubervilliers le 25 Novembre 1968 pour la gestion des moyens informatiques.

Approuve les termes de l'avenant n°8 à la convention relative au centre informatique commun avec Saint-Ouen redéfinissant les modalités de répartition des frais, et autorise Monsieur le Maire à le signer.

Question n° 20

Approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes de gaz naturel du SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile de France).

QUESTION REPORTEE

Question n° 21

Vœu de soutien concernant la demande de l'association "la Périféérique" d'ouvrir pour une journée le périphérique aux piétons présenté par les Elus du Groupe des Verts.

Demande à l'Etat d'accepter la demande de l'association " La Périféérique " d'ouvrir pour une journée le périphérique aux piétons et d'organiser une grande fête sportive et populaire.

Question n° 22

Communauté d'Agglomération Plaine Commune : remplacement d'un représentant du Conseil Municipal.

Désigne Monsieur Lucien MAREST en tant que délégué pour représenter la Commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération Plaine Commune en remplacement de Monsieur Jack RALITE.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE LA SEANCE EST LEVEE A : 22 H 00